



Association Sénégalaise de Recherche et d'Appui au Développement Communautaire (ONG)

Pro de CV



JFA / P R E S S A
**ETUDE SUR L'IMPACT DES POLITIQUES
D'INVESTISSEMENT SUR L'EMPLOI ET LA
PAUVRETE AU SENEGAL (IPRE)**
VOLET : PARTICIPATION ET BONNE GOUVERNANCE
OFFRE TECHNIQUE

Présentée par :

E.H. Seydou Nourou TOURE

UN NOEUD DE SOLIDARITE

*** DIEUPPEUL III VILLA N° 2737 ☒ : 3679 DAKAR-RP ☎ : 825 07 68 ☎ : 824 13 76 Email : asradec@syfed.refer.sn***
NINEA : 0077744 CC : 500477-A PPM : 09907 CSS : 239 2850 IPRES : 21 377 101

SOMMAIRE

INTRODUCTION	2
1. PROBLÉMATIQUE.....	2
2. COMPRÉHENSION DES TERMES DE RÉFÉRENCES.....	3
2.1. OBJECTIFS DE LA MISSION.....	4
2.2. RÉSULTATS ATTENDUS	5
3. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE.....	6
3.1 LA REVUE DE LA LITTÉRATURE	6
3.2 LA COLLECTE DES INFORMATIONS	6
3.2.1. <i>La collecte auprès des acteurs</i>	6
3.2.2. <i>La collecte auprès des autres sources</i>	7
3.3 TRAITEMENT ET ANALYSE DES INFORMATIONS.....	8
4. ORGANISATION DE LA MISSION	8
5. PLAN DÉTAILLÉ DU RAPPORT	9
6. CHRONOGRAMME.....	10

Introduction

L'évaluation des effets des politiques actuelles d'investissement public et privé sur l'emploi, implique celle des capacités de gestion de l'économie, qui concernent la nécessité d'un environnement juridique et institutionnel propice à la croissance et à l'équité, le respect du droit à l'éducation et au travail pour les groupes défavorisés (jeunes et femmes). Elle intègre aussi le dialogue social basé sur le choix de mécanisme aptes à promouvoir la participation des acteurs du développement à la gestion des affaires publiques.

Cette étude cherche à déterminer dans quelles mesures l'implication des populations à travers la participation et la bonne gouvernance serait efficace pour la mise en oeuvre des activités de JFA-PRESSA.

L'offre technique proposée ici, s'attache à expliciter d'abord le problème posé à la lumière de l'évolution de l'environnement institutionnel de l'économie sénégalaise ; elle énonce, ensuite, les objectifs de la mission et les résultats attendus qui permettent de comprendre les termes de référence. Suivent enfin l'approche méthodologique, l'organisation de la mission, le plan détaillé du rapport et le chronogramme.

1. Problématique

Le système national de planification propose différents instruments pour la mise en oeuvre des stratégies de développement. Parmi ces instruments, le plan national de développement économique et social, qui constitue une loi de l'Etat, et traduit les grandes orientations à court et à moyen terme. Au niveau local, des outils de pilotage sont conçus pour mieux intégrer les objectifs locaux aux stratégies nationales. L'existence de différents cadres de définition de politiques posent un problème de coordination et de cohérence des instruments tels que le Plan national, le PRDI, le PIC et le PLD.

Le climat des affaires est aussi révélateur de la capacité des gouvernements à gérer l'économie nationale. La faiblesse des investissements s'explique en grande partie par l'absence de concertation avec les partenaires du privé, d'une part, et, d'autre part, par le problème de sécurité juridique et judiciaire des investissements. La dégradation du service public est devenue un frein à la mise en oeuvre des politiques et programmes d'investissement ; la faible d'absorption du crédit en procède aussi.

La participation des populations au développement doit être conforme aux normes de transparence et de responsabilité qui sont des principes-clés de la bonne gouvernance. Ces normes prescrivent des conduites et des pratiques qui sont de nature à influencer positivement sur la gestion de l'économie. Elles

devienne intéressant pour les différents acteurs de développer davantage d'activités pour assurer à la fois leur bien être et le bien être général".¹

2.1. Objectifs de la mission

L'idée développée dans cette étude consiste à voir si les mécanismes institutionnels répondent aux préoccupations des populations, notamment en matière de planification, de mise en oeuvre, de suivi et d'évaluation de projets et de programmes de croissance de l'emploi aptes à réduire la pauvreté. Il s'agira ensuite d'apprécier leurs impacts sur les populations-cibles (femmes, jeunes, handicapés, déflatés), d'examiner le type de participation souhaité et les bénéficiaires escomptés par ces dernières, et d'identifier, enfin, les problèmes et axes spécifiques dont le traitement peut promouvoir et accélérer la planification et la mise en oeuvre des activités créatrices d'emplois conçues dans le cadre de programmes visant la réduction de la pauvreté à travers la bonne gouvernance au Sénégal.

Les objectifs de la mission consistent à :

- examiner dans quelle mesure le rôle et les articulations entre les différentes administrations publiques (locales et/ou nationales), mais aussi la réglementation et les procédures en vigueur permettent de garantir, sur des bases transparentes et équitables, l'accès des principaux bénéficiaires (zones, acteurs) aux investissements publics et privés. Pour mieux apprécier la bonne gouvernance et son influence dans la poursuite des objectifs, il sera question de dégager les contraintes d'efficacité des programmes visant à améliorer les conditions d'existence des populations en général et des groupes cibles en particulier.
- mesurer l'impact des mécanismes et des institutions mis en place sur les processus de prise de décision et sur la responsabilisation à la fois des populations, en particulier des populations-cibles (femmes, jeunes, handicapés, déflatés), ainsi que des différents acteurs (collectivités locales, privés). Ces mesures seront faites à la lumière des objectifs des programmes mis en oeuvre, ce qui permet de mieux apprécier les distorsions qui existent entre les attentes et les réalisations;
- cerner les attentes des populations-cibles pour ce qui est de leur participation aux processus de prise de décision relatifs aux investissements qui les concernent directement en vue de mesurer l'influence de la faible prise en compte des actions et interrelations des différents acteurs;

¹ Touré E.H.S.N. Régionalisation et développement durable au Sénégal, in Sociétés Africaines et Diaspora, no 7, Paris, l'Harmattan, 1997, 53 - 68.

sources des partenaires au développement (PNUD, USAID, ACDI, CFD...). Ces sources d'informations seront utiles pour le repérage des groupes cibles et surtout pour ressortir la cohérence entre les objectifs des programmes et les actions.

3.3 Traitement et analyse des informations

Les informations collectées à partir des sources seront traitées avec Excel qui contient d'importants modules capables d'effectuer les croisements, les appariements, et les calculs d'indicateurs de profil et d'efficacité. Les réponses ouvertes feront l'objet d'une fermeture progressive, ce qui veut dire qu'un important exercice de codification et de recodification sera fait pour cerner les problèmes de haut en bas. Une fois ces données traitées, les techniques quantitatives seront utilisées pour apprécier les types de corrélation entre les différents indicateurs. L'analyse des résultats cet exercice s'appuiera sur les informations qualitatives obtenues au terme de l'enquête.

4. Organisation de la mission

Ce travail comprend quatre phases. La première couvre les deux premières semaines au cours desquelles s'effectuent la revue de la littérature et la préparation de la collecte.

La collecte elle-même sera organisée durant la troisième semaine. Elle se fera sur la base d'un questionnaire et d'un guide d'entretien qui seront administrés, avec le soutien de deux (02) assistants, auprès d'un échantillon d'acteurs concernés par l'étude et autant que faire se peut dans au moins quatre (04) régions. Il serait bon de disposer de moyens de déplacement pour visiter les collectivités locales, en raison de deux (02) ARD (Agence régionale de développement) et de deux (02) ADM (Agence de Développement municipal) par région, soit au total huit (08) ARD et huit (08) ADM pour l'ensemble des quatre (04) régions retenues (*cf. méthodologie*). Un guide d'entretien sera adressé aux associations représentant les groupes-cibles, aux organisations patronales et des travailleurs et aux bailleurs.

Le traitement des données qualitatives et quantitatives se fera surtout à partir de la quatrième semaine et se poursuivra au cours de la cinquième semaine cumulativement avec la tabulation et l'analyse. Un rapport provisoire sera déposé à la fin de la sixième semaine. L'analyse et la rédaction définitive se font au cours de la septième et de la huitième semaine.

Ressources

La présence de deux (02) assistants pour les enquêtes de terrain permettra de collecter et de traiter le maximum d'information sur une période relativement réduite. Le déplacement sur le terrain concernera l'expert et les deux (02) assistants ; le nombre de jours d'enquête sera de : 07 H/j X 03, soit 21j.

5. Plan détaillé du rapport

Ce plan contient les parties suivantes :

1. Analyse du rôle des institutions dans la définition et la mise en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté :

Cette partie s'intéresse aux mécanismes institutionnels qui président aux prises de décision en matière de création d'activités génératrices de revenus et d'allocation de crédit, ainsi qu'aux conditions de la mise en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté (transparence, participation des bénéficiaires).

2. Capacités des collectivités locales à développer les investissements

Il s'agit d'étudier les capacités de ces collectivités à identifier leurs besoins en matière d'investissement ainsi que les partenaires susceptibles de traiter avec elles dans ce sens. Cette partie permet de faire le point sur les capacités institutionnelles réelles des collectivités locales en termes de ressources humaines et d'absorption des crédits.

3. Performances des programmes et création d'emplois

Ces performances seront analysées pour identifier les secteurs créateurs de valeur ajoutée et d'emplois tant au niveau national que local. Il s'agit de voir si les investissements vont dans les secteurs créateurs de valeurs ajoutées et d'emplois, ce qui permet d'expliquer le profil des investissements, le taux de salaire dans la formation de la valeur ajoutée et les disparités entre les différentes régions. A partir des réalisations, une grille d'indicateurs de performance, de moyens et de suivi sera proposée.

4. Prise en charge des attentes des populations et les contraintes à la bonne gouvernance

Cette partie traite des degrés d'implication des populations et des collectivités locales dans la définition des politiques et programmes d'investissement. Elle rend compte à la fois du degré d'internalisation des

politiques et programmes d'investissements et des principales contraintes qui expliquent la faible capacité d'absorption des investissements sur les plans national et local. L'état des lieux de la décentralisation permettra de mesurer l'impact de celle-ci sur le choix et la mise en œuvre des programmes d'investissement.

6. Chronogramme

Phases \ Semaines	1	2	3	4	5	6	7	8
Revue de la littérature	■							
Préparation de la collecte	■							
Collecte des informations			■					
Traitement (saisie, nettoyage, tabulation)				■				
Analyse et rédaction					■			